



IDÉES
HEC: le chiard ou le *Chinese* pâté?
Page B 5



PHILOSOPHIE
Pierre Bourdieu porterait
un carré rouge
Page B 6

PERSPECTIVES

RUSSIE

Une élection à haute tension

MARIE JEGO

Plus la présidentielle du 4 mars approche, plus les nerfs sont à vif. Chaque camp fourbit ses armes. Chez les «anti-Poutine», une armée d'observateurs s'apprête à surveiller le vote pour empêcher les fraudes. Rien qu'à Moscou, des dizaines de milliers de volontaires, formés par les ONG, vont tenter d'empêcher la répétition du scénario joué aux législatives de décembre 2011: urnes bourrées dès l'ouverture des bureaux de vote, réécriture des protocoles de décompte des voix après leur fermeture.

Pour Vladimir Tchourov, le président de la commission électorale centrale, les observateurs sont un casse-tête. Trop nombreux, ils sont une source potentielle de déstabilisation. En conséquence, ils pourront «être expulsés des bureaux de vote» à tout moment, a-t-il prévenu.

Le «magicien» des élections, comme l'a surnommé le président Dmitri Medvedev, se donne beaucoup de mal pour que tout se déroule conformément aux vœux du Kremlin: en un tour et avec une confortable majorité des voix pour le premier ministre Vladimir Poutine, candidat à un troisième mandat et donné favori par tous les instituts de sondage (entre 50 % et 66 % des suffrages).

Des primes confortables ont ainsi été promises aux membres des commissions électorales de quartiers en cas de victoire du «*leader national*» dès le premier tour. «*L'élection est un plaisir qui coûte cher*», expliquait récemment le président de la Cour des comptes, Sergueï Stepachine. Elle peut «conduire à des pertes financières excessives», a renchéri le député Andreï Issaev, membre du parti pro-Kremlin Russie unie. Voilà pourquoi les employés des commissions électorales locales seront gratifiés si le scrutin n'a qu'un tour. Contribuer à économiser les deniers publics, voilà qui mérite récompense.

Dans les cafés, à travers la blogosphère, chacun est persuadé que Vladimir Poutine, une fois élu, va serrer la vis

Le tension a monté d'un cran mercredi, quand Vladimir Poutine, visiblement très agité, s'en est pris à l'opposition, l'accusant de préparer des fraudes électorales ainsi qu'un assassinat. «*Ils cherchent une victime sacrificielle parmi des gens célèbres. Ils sont capables de flinguer quelqu'un et d'accuser ensuite le pouvoir*», a-t-il déclaré lors d'une rencontre avec les représentants de son comité de soutien. «*Je connais ces méthodes et cette tactique, cela fait dix ans qu'ils tentent de le faire*», a ajouté l'ancien lieutenant-colonel du KGB, friand de roman noir.

Qu'on se le dise, les opposants «*vont eux-mêmes bourrer les urnes [...] et présenter des plaintes eux-mêmes*» pour discréditer le pouvoir, a affirmé M. Poutine, amateur des scénarios de fiction. Ces déclarations sont une façon d'annoncer la fraude électorale à venir. Le plus inquiet est évidemment l'allusion à l'assassinat d'une personne célèbre. Tout le monde garde ici en mémoire les meurtres des journalistes et des défenseurs des droits de la personne — Anna Politkovskaïa en 2006, Natalia Estemirova en 2009 et bien d'autres opposants moins connus — restés non élucidés à ce jour.

Contestation en vue

Dans les cuisines des appartements, dans les cafés, à travers la blogosphère, chacun est persuadé que Vladimir Poutine, une fois élu, va serrer la vis. Dans cette optique, chaque camp se prépare au 5 mars, le lendemain du vote. C'est comme si l'élection était déjà terminée avant d'avoir eu lieu.

Mercredi, le blogueur Alexeï Navalny a prévenu que la victoire du candidat Poutine ne serait pas reconnue par l'opposition. Le même jour, au centre de Moscou, des militants anti-Poutine ont tenté de distribuer des tentes, en prévision de manifestations de longue durée. Ils en ont été empêchés par la police et des membres de la jeunesse poutinienne. Depuis peu, pro et anti-Poutine se disputent les places du centre de la capitale en vue des manifestations de l'après-4 mars.

Même les terroristes ne pensent qu'à l'après-élection. «*Notre objectif final était d'aller à Moscou pour tenter d'assassiner Poutine après la présidentielle*», a confessé Adam Osmaev, arrêté le 4 février à Odessa, en Ukraine, alors qu'il préparait un attentat contre le numéro 1 russe. Encadré par deux gardes masqués, le prévenu Osmaev, le visage tuméfié et badigeonné de zelionka (liquide vert iodé), a été montré sur toutes les télévisions en train de faire des aveux.

Cette confession, visiblement arrachée sous la torture, n'était guère convaincante. La ficelle est un peu grosse. Lors de leur arrestation, Adam Osmaev et ses complices avaient été décrits par les services ukrainiens comme préparant un attentat contre un oligarque ukrainien.

VOIR PAGE B 2: RUSSIE



MARK BLINCH REUTERS

Le scrutin du 2 mai a donné lieu à des gestes discutables.

La chasse au bureau de vote

Élections Canada enquête sur les appels faits malveillants lors de la dernière élection fédérale

L'élection du 2 mai a-t-elle été entachée par de la fraude? Et si oui, à quelle échelle? Ces questions sont dans l'air depuis qu'on a appris qu'Élections Canada enquête sur des appels frauduleux dont le but était de détourner des électeurs de leur véritable bureau de scrutin. Une affaire grave. Pour la démocratie, disent les uns. Pour l'intégrité du processus électoral, disent les autres.

MANON CORNELLIER

Le 2 mai dernier, alors que le scrutin se déroule toujours, le candidat libéral dans Guelph, Frank Valeriote, fulmine. Des centaines de ses électeurs ont été redirigés vers le mauvais bureau de scrutin par des gens qui prétendaient, au téléphone, être d'Élections Canada.

Il est décidé. S'il perd, il contestera le résultat. «*Je ne concéderai pas la victoire. Ce sera quelque chose que je devrai examiner avec mes avocats après le vote, mais je contesterai aussi loin qu'il le faudra*», confie-t-il au journaliste Kirk Makin, du *Globe and Mail*. Il finira par l'emporter avec une avance de plus de 6000 voix.

Il n'était toutefois pas seul dans ce bateau. Le jour même, Elections Canada confirmait à la presse que des électeurs avaient reçu des appels frauduleux. Dans les médias, on disait que cela était survenu dans Guelph, dans Kitchener-Waterloo, dans Winnipeg-Sud, à Ottawa et dans quelques autres circonscriptions de la Colombie-Britannique et de l'Atlantique.

Dans les semaines précédant le vote, Elections Canada avait aussi reçu des plaintes d'électeurs pour d'autres genres d'appels. Des gens disant représenter les libéraux les harcelaient à des heures indues. Plusieurs journaux en avaient parlé, mais Elections Canada se disait alors incapable de déterminer l'origine des appels.

Des plaintes

La plupart des électeurs victimes de ces stratagèmes n'y ont vu que du feu et ont tourné la page. Plus d'une centaine cependant ont réagi dans les semaines qui ont suivi. Selon une liste obtenue par le réseau Global en vertu de la Loi d'accès à l'information, 119 personnes avaient porté plainte en date du 28 septembre pour des appels en tout genre, dont 30 destinés à les induire en erreur sur le lieu de leur bureau de scrutin.

Dans son rapport sur le dernier scrutin, Elections Canada précise par ailleurs que le commissaire aux élections «*étudie actuellement plusieurs plaintes au sujet [entre autres] des appels malveillants incitant les électeurs à s'abstenir de voter ou à ne pas voter pour un parti en particulier ou les informant faussement d'un changement d'adresse de leur lieu de scrutin*».

On sait maintenant qu'il enquête dans Guelph grâce à des journalistes qui en ont fait état. Une autre enquête aurait démarré dans Thunder Bay. Et il se peut qu'il y en ait d'autres puisque l'Agence fédérale, comme la police, ne confirme ni n'infirme l'existence d'une enquête particulière. Habituellement, du moins, car hier le bureau du

commissaire aux élections a cru nécessaire de publier un communiqué pour confirmer qu'il «*enquète sur des plaintes reçues concernant des appels automatisés faits durant la 41^e élection générale de 2011*».

Ce n'est pas tout. Les révélations au sujet du cas de Guelph ont ouvert les vannes et on assiste depuis à un déluge d'allégations. Selon le décompte fait par certains médias, de 45 à 60 circonscriptions auraient été visées par différents genres d'appels frauduleux. Et après l'appel lancé au public par les différents partis cette semaine, 31 000 citoyens s'étaient manifestés en date d'hier auprès d'Élections Canada pour témoigner ou se plaindre d'incidents dont ils auraient été témoins.

Les conservateurs sont visés par la plupart des allégations faites dans les médias et en Chambre. Le premier ministre Stephen Harper les a vigoureusement démenties cette semaine et rien ne prouve pour l'instant que le Parti conservateur ait téléguidé ces appels. Les soupçons sont toutefois alimentés par les liens que l'enquête d'Élections Canada dans Guelph a permis de faire avec un service d'appels automatisés proche des conservateurs. C'est encore une autre entreprise proche du PC qui a été mise en cause dans Thunder Bay.

Profonde inquiétude

Inquiet, le philosophe Daniel Weinstock dit avoir «*le sang glacé*» par cette affaire, en particulier par les appels destinés à tromper les gens au sujet du lieu de leur bureau de scrutin. «*Dans une démocratie, il y a quelque chose de presque sacré associé au droit de vote et on n'avait encore jamais touché à ce droit. [...] Une fois qu'on y porte atteinte, qu'est-ce qu'on peut faire d'autre ou de pire?*»

Si les faits allégués se confirment, c'est le processus démocratique lui-même qui aura été atteint, croit-il. Il évoque ces gens qui, à travers le monde, font la queue pendant des heures ou risquent leur vie pour pouvoir voter. À son avis, cela démontre le caractère fondamental du droit de vote.

Il n'est pas question d'angélisme, dit Daniel Weinstock. Il sait que la politique ne se fait pas avec des gants blancs. «*Mais on a toujours cru qu'on pouvait tenir pour acquis le respect du droit de vote des citoyens par tous les partis politiques*».

Il se pourrait maintenant que ce ne soit plus le cas. À son avis, le climat politique actuel y est pour quelque chose, «*ce climat créé par ce gouvernement, pour qui tout est permis pour mener à bien la révolution qu'il a entreprise*». Et un premier ministre, ajoute-t-il, qui a toujours manifesté une certaine impatience devant les contraintes et garde-fous du système démocratique.

Dans pareil contexte, il n'est pas nécessaire que le signal vienne du sommet, dit Weinstock. Il suffit que «*des gens dans la machine sentent ou pensent que le ton général de ce gouvernement autorise à faire la politique sans retenue*».

Une longue histoire

Pour le politologue de l'Université de Montréal Jean-François Godbout, cette affaire est grave,

mais ce n'est pas la fin du monde. Le résultat de l'élection ne pourrait être contesté, car trop de variables déterminent le choix d'un électeur. Il serait pratiquement impossible de prouver que des appels ont eu un impact dans un nombre suffisant de cas.

Il rappelle qu'«*il y a toujours eu de la magouille durant les élections au Canada*». Au XIX^e siècle, le vote à main levée donnait lieu à des scènes d'intimidation et de menaces, ce qui a conduit à l'instauration du vote secret. Et il y avait le patronage qui incitait des gens à voler des boîtes de scrutin ou à faire voter des morts pour assurer la victoire de leur candidat qui, ensuite, pourrait leur donner du travail ou un contrat. C'est pour diminuer les pressions politiques et la corruption que les élus ont fini par accepter la création d'organismes indépendants relevant des législatures ou du Parlement, comme Elections Canada.

Ce qui inquiète aujourd'hui le professeur Godbout est le fait que des gens se soient fait passer pour des agents du Parlement afin d'induire des citoyens en erreur. Il apparente cela, jusqu'à un certain point, à quelqu'un qui se ferait passer pour un policier. Elections Canada est une institution responsable de l'application d'une loi, celle qui encadre l'exercice d'un droit fondamental, le droit de vote.

En usurpant le nom d'Élections Canada, ce qui est criminel, on risque de miner la confiance des

VOIR PAGE B 2: VOTE



ADRIAN WYLD REUTERS

Stephen Harper a voté dans sa circonscription, à Calgary.

PERSPECTIVES

Élections en Uttar Pradesh

Course à obstacles entre l'éléphant et la bicyclette

En 2007, la dalite Mayawati Kumari décrochait une majorité des sièges à l'Assemblée législative de l'Uttar Pradesh (UP), l'État de l'Union indienne le plus grand et le plus peuplé, avec ses 200 millions d'habitants. Événement inédit dans l'histoire du pays puisque, pour la première fois, un Indien de basse caste, femme de surcroît, tenait le pouvoir sans partage. Les élections en sept phases qui prennent fin aujourd'hui en UP pourraient lui montrer la porte.

GUY TAILLEFER

Lucknow, Uttar Pradesh — Qu'elle perde ou qu'elle gagne, Mayawati aura durablement changé le paysage urbain de Lucknow. A coups de millions de dollars, elle a passé les cinq dernières années à faire tapisser la capitale de statues et de temples de grès et de marbre à la gloire des basses castes. Son œuvre la plus «impériale» est le grand parc aménagé le long de la rivière Gomti: un mausolée de style bouddhique à la mémoire de B. R. Ambedkar, héros historique de la cause dalite, ouvert sur des rangées d'éléphants de grès géants, symbole du BSP, le parti de Mayawati. Sans compter tout le reste. Dans la seule ville de Lucknow, elle a fait construire à sa gloire neuf grandes statues d'elle-même. Tant et si bien qu'en janvier, la Commission électorale indienne est allée jusqu'à exiger que tous les éléphants et toutes les statues de Mayawati construits à travers l'État soient voilés, estimant que cela donnait au BSP un avantage électoral indu. Les médias ont ridiculisé cette requête.

Ses grands travaux — c'est aussi à son initiative qu'a été construit, près de Noida, le premier circuit indien de Formule 1, au coût d'environ 350 millions de dollars — lui valent d'être accusée de gaspillage éhonté et d'indécence vanité, d'autant que l'UP est un État pauvre et extrêmement inégalitaire, où le XXI^e siècle côtoie le X^e. «Avec tout cet argent, elle aurait pu construire mille écoles et mille hôpitaux, évidemment», dit le journaliste (musulman) Haider Rizvi. Pour les dalits, derniers des derniers dans l'échelle sociale indienne, «rien n'a changé depuis 5000 ans» et rien n'a véritablement changé sous Mayawati.

«C'est une femme politiquement incorrecte, accuse Surendra Rajput, porte-parole du Congrès, qui espère que ces élections feront renaitre le parti de ses cendres en UP. En santé, en éducation, en électrification, elle n'a pas dépensé un sou!»

L'essentiel est ailleurs

Ensuite, de nombreuses affaires de corruption ont plombé son mandat, accusent ses détracteurs. Cette passionaria des dalits, femme célibataire, serait, de tous les ministres en chef des États indiens, la plus riche du pays.

«L'essentiel n'est pas là», dit le politologue Ramesh Dixit, croisé à l'Indian Coffee House de Lucknow, repère des politiciens et des journalistes locaux. «Et d'abord, qui n'est pas corrompu en Inde? Le problème est systémique.» M. Dixit, qui en a vu d'autres, trouve que «l'essentiel, c'est l'extraordinaire part de confiance en soi que l'élection de Mayawati a donné aux dalits.

RUSSIE

SUITE DE LA PAGE B 1

À quelques jours de la présidentielle, ils sont présentés désormais comme des terroristes tchétchènes complotant contre le Kremlin. Selon la version officielle, ils sont venus des Emirats arabes unis jusqu'à Odessa pour s'entraîner à mettre une bombe sous le cortège de Vladimir Poutine à Moscou.

La nouvelle a suscité des commentaires sarcastiques dans les médias et dans la blogosphère. «Réel ou pas, le projet d'attentat a été annoncé par la première chaîne, six jours avant la présidentielle. C'est un attentat qui tombe bien», a raillé Oleg Kachine, le commentateur politique de la radio Kommersant FM. «S'agit-il d'un attentat réel ou d'une blague?», a interrogé le tabloïd *Moskovski Komsomolets*. «En Papouasie, des cannibales ont été arrêtés, car ils préparaient un attentat contre Vladimir Vladimirovitch Poutine. Ils comptaient le manger juste après l'élection», ironise le blogueur Aristocle.

Le Monde

VOTE

SUITE DE LA PAGE B 1

citoyens dans le processus électoral et la capacité de l'institution à contrer la corruption et la fraude. Pour sa part, il dit faire confiance à Elections Canada pour mener l'enquête à bien. Le processus n'est pas fautif, dit-il. «Le problème est du côté des participants qui ont tenté de manipuler les règles» car, ajoute-t-il, quiconque veut tricher trouve souvent le moyen d'arriver à ses fins. L'important est de sévir.

Daniel Weinstock et Jean-François Godbout croient que ce scandale rendra les citoyens encore plus vigilants à l'endroit du gouvernement. En fait, M. Weinstock espère non seulement «une plus grande vigilance citoyenne, mais institutionnelle et médiatique». En attendant, il encaisse les commentaires étonnés ou railleurs de ses collègues étrangers qui suivent l'affaire.

Collaboratrice du Devoir



AGENCE FRANCE-PRESSE

Les partisans de Mayawati demeurent nombreux.

Vrai qu'elle a commis des erreurs, dont l'une des principales est d'être devenue captive des bureaucraties. Mais les hautes castes, qui n'ont jamais accepté son élection, ont tout fait pour lui nuire.»

Tarun Tejpal, éditeur de la revue *Tehelka*, abonde dans son sens. «Dans le temps long de l'histoire, ce que Mayawati représente est phénoménalement important. Elle symbolise l'émancipation des 250 000 millions de dalits du pays, qui ont été les gens les plus abusés de l'histoire. En ce sens, la politicienne qu'elle est devenue est secondaire.»

«Super mardi»

L'Inde vivra dans trois jours son «super mardi» avec le dévoilement des résultats électoraux dans cinq États. Mais c'est vers l'UP que tous les yeux seront tournés — et dans une moindre mesure vers le Pendjab —, pour le poids qu'il a sur l'échiquier national. Si l'UP était indépendant, il serait au 5^e rang mondial des pays les plus peuplés. En fait, les élections dans cet État représentent pour le parti du Congrès, au pouvoir à Delhi, son plus important test politique en vue du scrutin général de 2014. La route vers New Delhi, dit le cliché, passe par l'immense UP.

Il n'est pas impossible que le BSP de Mayawati, qui avait déjà été «chief minister» dans trois gouvernements de coalition avant 2007, reprenne le pouvoir à la législature, qui compte 403 sièges, moyennant certaines alliances, étant donné l'extrême fragmentation de la scène politique. Outre les quatre principaux partis, il y a 150 petits partis en UP, tous plus ou moins fondés sur des identités de castes et de clans — on n'a pas de scrupules, en Inde, à parler de «vote ethnique». Le système majoritaire uninominal à un tour fait que l'issue d'une élection est notoirement imprévisible. L'UP a connu une croissance économique annuelle supérieure à 10 % sous Mayawati qui, malgré ses errements, peut encore compter sur l'appui des 20 % d'électeurs qui appartiennent à sa communauté dalite, les Chamars. Les astres ne semblent toutefois pas s'aligner en sa faveur.



AGENCE FRANCE-PRESSE

Mayawati Kumari

Rahul Gandhi, jeune héritier de la dynastie Nehru-Gandhi et candidat attendu au poste de premier ministre en 2014, joue son va-tout en UP, où il a dirigé la campagne du Congrès à fond de train en martelant que Mayawati avait trahi les pauvres. Sans véritable organisation

électorale, le Congrès est en UP un parti tiers depuis 20 ans. Rahul Gandhi compte sur le fait que son ascendant ressuscitera l'aile régionale du parti dans cet État. En 2007, le Congrès avait fait élire 22 députés à la législature de l'UP. Les sondages avancent que sa députation pourrait tripler. Auquel cas Rahul serait auréolé et le Congrès pourrait potentiellement jouer un rôle important dans la formation d'un gouvernement de coalition.

Le vote musulman

La partie se joue surtout entre le BSP et le Samajwadi Party (SP-socialiste), l'autre grand parti régional. Entre l'éléphant et la bicyclette, symbole du SP. Corrompu et mafieux, le SP a été chassé du pouvoir en 2007. Mais son nouveau leader, le jeune Akhilesh Yadav, fils du vieux chef du parti réputé pour son opposition à l'usage de l'anglais et des ordinateurs, semble avoir réussi à retaper l'image du SP. A vrai dire, c'est la grande surprise de la campagne.

Clé du scrutin: le vote des musulmans, qui forment en UP une «minorité» de 37 millions de personnes, plus nombreuse que la population de l'Irak. Le SP a été leur refuge naturel, mais ils se divisent aussi entre plusieurs petits partis. Les musulmans ont déserté le Congrès en 1992 à cause de sa responsabilité dans la démolition de la mosquée de Babri, à Ayodhya, un événement qui a laissé en Inde des traces profondes. Si Akhilesh Yadav coiffe Mayawati, c'est qu'il aura sans doute fait le plein de votes musulmans. Le journaliste Rizvi affirme avec un désenchantement total: «Qu'ils votent pour un parti ou un autre, la situation pour eux ne s'améliorera jamais.»

Le Devoir

ÉTATS-UNIS

Vers un Super Tuesday peu décisif

Mitt Romney et ses rivaux pour l'investiture du Parti républicain vont s'affronter lors du «Super Tuesday», un mardi qualifié de «super» parce qu'il offre 10 primaires d'un coup. Mais ce rendez-vous électoral, souvent décisif par le passé, pourrait ne pas l'être cette année.

MARIE-CHRISTINE BONZOM

Washington — Mitt Romney aborde le Super Tuesday en chef de file des candidats à l'investiture républicaine. L'ancien gouverneur du Massachusetts a repris cette première place en remportant les primaires qui se déroulaient mardi en Arizona et au Michigan.

Jusqu'à présent, l'homme qui était considéré par l'appareil du Parti républicain et les commentateurs politiques américains comme l'adversaire «inévitabile» du président sortant a connu une campagne en dents de scie.

Plusieurs fois, il s'est vu ravir la première place. Par le chef d'entreprise Herman Cain, par l'ancien président de la Chambre Newt Gingrich, plus récemment par l'ancien sénateur de la Pennsylvanie Rick Santorum. Plusieurs fois, il a commis des gaffes importantes, surtout en pleine crise économique et sociale. En se disant «pas inquiet pour les pauvres» ou en confiant que sa femme a «deux ou trois Cadillac», par exemple.

«Malgré toutes ses difficultés en tant que candidat, Mitt Romney ne manque pas de résilience; or ce trait de caractère est essentiel chez un président», assure un éditorial du *Wall Street Journal*, quotidien de tendance républicaine. Mais Mitt Romney n'est encore que candidat à l'investiture et ses difficultés ne sont pas finies.

Le Super Tuesday est le grand rendez-vous de la campagne pour l'investiture. C'est le jour où sont en jeu le plus d'États et le plus de députés au congrès du parti.

En général, le moment est décisif. Il scelle le statut du chef de file qui, aidé en cela par l'abandon subséquent d'un ou de plusieurs rivaux, caracole

ensuite vers l'investiture. Ce fut le cas pour Walter Mondale en 1984, pour Bill Clinton en 1992, pour Bob Dole en 1996, pour Al Gore et George W. Bush en 2000, pour John Kerry en 2004.

Le Super Tuesday fut aussi décisif en 2008 pour John McCain dans le camp républicain. Mais pas pour Barack Obama. Dans le camp démocrate, ce «super mardi» ne permit pas à Hillary Clinton, chef de file présumée alors, d'écraser le jeune sénateur, mais ne permit pas non plus au locataire actuel de la Maison-Blanche de s'imposer. Du coup, il fallut attendre le mois de juin pour que madame Clinton abandonne.

La campagne en cours pour l'investiture républicaine pourrait ressembler à la campagne pour l'investiture démocrate de 2008. Les dirigeants du Parti républicain récolteraient ici ce qu'ils ont semé. Ils se sont en effet inspirés du processus des primaires démocrates de 2008. Devant le suspense du duel Obama-Clinton qui avait subjugué les médias et attiré de nouveaux électeurs aux primaires démocrates, ils ont introduit plus de proportionnelles dans l'attribution des députés des États au congrès.

L'enjeu

Il faut 1144 députés à Mitt Romney, Rick Santorum, Newt Gingrich ou Ron Paul pour obtenir l'investiture. Or, deux mois après le début des primaires, aucun d'eux n'a plus de 200 députés.

Le Super Tuesday mettra en jeu 10 États: l'Alaska, la Géorgie, l'Idaho, le Massachusetts, le Dakota du Nord, l'Ohio, l'Oklahoma, le Tennessee, le Vermont et la Virginie. Pour un total de 419 députés. Or, même si un candidat les remportait tous, il ne rassemblerait pas les 419 députés, car plusieurs États attribueront leurs députés à la proportionnelle. Ainsi de la Géorgie, le plus gros lot du Super Tuesday avec 76 députés.

Par ailleurs, et même si les abandons ne sont jamais à exclure, on voit mal l'un des candidats encore en lice jeter l'éponge au vu des résultats du Super Tuesday.

Un abandon est hors de question pour Mitt

Romney, chef de file, même si c'est cahin-caha, depuis le démarrage de la campagne présidentielle et vainqueur de 6 primaires sur les 11 qui ont eu lieu jusqu'à présent.

De son côté, Rick Santorum est le candidat qui, après Mitt Romney, a gagné le plus de primaires et qui est le mieux financé. Soutenu par une large part des évangéliques et du Tea Party, trouvant un écho auprès de la classe ouvrière dans des États industriels tels que le Michigan mardi dernier et, peut-être, l'Ohio, où les sondages le montrent nettement en tête, M. Santorum se veut «la solution de remplacement» à M. Romney.

Ron Paul, bien que toujours sans victoire, n'a rien à perdre et tout à gagner en restant dans la course. A 76 ans, le député texan n'a jamais réussi à autant braquer les projecteurs sur ses principes libertariens que durant cette campagne présidentielle, la troisième de sa carrière.

Il est adulé par ses sympathisants et compte accumuler assez de députés jusqu'au congrès pour influencer le programme du parti.

Des quatre hommes, c'est Newt Gingrich qui est le plus fragilisé. A priori, il n'a rien à perdre non plus et tout à gagner aussi en restant en lice. Les hauts et les (très) bas de son parcours politique sont derrière lui. S'étant aliéné la direction de son parti à la fin des années 1990 et s'étant engagé dans une vendetta personnelle vis-à-vis de Mitt Romney après une campagne acrimonieuse pour la primaire de la Floride, il ne peut, sans perdre la face, cesser de narguer «l'establishment» dont il fut membre, mais dont la critique est désormais intrinsèque à son message. Mais moins bien financé que ses rivaux, il mise essentiellement sur son État, la Géorgie, pour accumuler des députés mardi.

Le Super Tuesday pourrait donc s'avérer moins décisif que par le passé et n'être qu'une étape vers un long printemps électoral pour les républicains.

Collaboration spéciale

PERSPECTIVES

Les fabuleux secrets de Rio Tinto Alcan

La multinationale jouit d'avantages incomparables mais veut diminuer ses coûts grâce à la sous-traitance

Rio Tinto Alcan a reçu un appui tout à fait exceptionnel dans le bras de fer qui l'oppose à ses 780 travailleurs en lock-out depuis le 30 décembre dernier. Clément Gignac a brisé la règle qui veut qu'un ministre ne nuise pas à l'équilibre des forces lors d'un conflit de travail. Sa passion pour la sous-traitance — la sous-traitance est au cœur du litige — l'a emporté. Une semaine plus tôt, à Jonquière, Jean Charest s'était pourtant posé en conciliateur devant les syndiqués.

ROBERT DUTRISAC

J eudi de la semaine dernière, Jean Charest était de passage au Saguenay-Lac-Saint-Jean pour faire la promotion de son Plan Nord en participant à une de ces foires commerciales appelées Cap Nord. Mais la veille en soirée, le premier ministre rencontrait les représentants du Syndicat des travailleurs de l'usine d'Alma. Il a voulu les rassurer. *«Comme père de famille, je veux que les travailleurs soient au travail et qu'ils soient bien payés. Je veux des conditions de travail qui soient bonnes, a déclaré Jean Charest. Alors, allons trouver ce qui ne va pas. Il me semble anormal que les deux parties ne soient pas à la table en ce moment.»*

Le premier ministre s'était engagé auprès des travailleurs à rencontrer le chef de la direction de Rio Tinto Alcan (RTA), Jacinthe Côté. C'est ce qu'il devait faire hier après-midi à Montréal, a confirmé son cabinet. Discutera-t-il des moyens à prendre pour forcer les syndiqués à accepter davantage de sous-traitance dans l'usine, comme le souhaiterait le ministre des Ressources naturelles et de la Faune, Clément Gignac? Ou voudra-t-il convaincre la multinationale, qui jouit de privilèges faramineux pour son approvisionnement en énergie par rapport à ses concurrents, de laisser aux travailleurs une petite part de ces centaines de millions qu'elle encaisse année après année? Assisté-t-on plutôt au coup du *«bad cop-good cop»* où Jean Charest serait le bon et Clément Gignac le méchant? Le moins qu'on puisse dire, c'est que le gouvernement Charest a soufflé le chaud et le froid.

Déjà que les syndiqués doutent de la parole du premier ministre. *«Lorsque nous avons conclu ces ententes [avec RTA], ce n'était pas dans la perspective d'une grève ou d'un lock-out. Ça n'a jamais été "anticipé" comme ça»,* a-t-il déclaré à Jonquière. Or, manque de pot pour Jean Charest: dans l'entente secrète de décembre 2006 liant Alcan, puis RTA, le gouvernement et Hydro-Québec, entente dévoilée par *Le Devoir* cette semaine, il est nommément question de grève et de lock-out. Ce sont même des éventualités qui permettent à RTA, sur simple avis, de se dégager de ses obligations envers l'État. Heureusement pour le gouvernement Charest, RTA ne voit pas d'avantages à invoquer cette clause.

Après avoir acheté Alcan pour 37 milliards en 2007, la multinationale australienne Rio Tinto a mis la main sur des privilèges dont aucun autre producteur d'aluminium au pays ne jouit: la propriété du lit d'un cours d'eau, la rivière Saguenay sur 30 km, du lac Saint-Jean à Jonquière, où trois barrages turbinent à son profit. Cette propriété avait échappé à la nationalisation de l'électricité au début des années 60 en raison de la dizaine de milliers d'emplois industriels qu'offrait Alcan à l'époque.

Ce n'est pas tout: RTA bénéficie d'un bail aux conditions très avantageuses pour la location des forces hydrauliques de la rivière Péribonka où sont érigés trois autres de ses barrages.



Jean Charest s'est engagé auprès des travailleurs à rencontrer le chef de la direction de Rio Tinto Alcan.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

En vertu de l'entente secrète, le bail de la Péribonka, signé en 1984, a été renouvelé de 2034 à 2058 aux mêmes conditions qu'à l'origine; seule une clause d'indexation s'applique.

Selon l'analyste indépendant du secteur de l'énergie Jean-François Blain, ce bail ainsi que la propriété de la rivière Saguenay fournissent à RTA un avantage de l'ordre de 700 millions par an sur des concurrents qui paient le tarif L de grande puissance, soit 4,5 ¢. C'est ce tarif que paie l'aluminerie Alouette, par exemple.

Branchée aux barrages de la rivière Saguenay, l'usine d'Alma est la plus rentable des alumineries du groupe Rio Tinto Alcan. Selon les données colligées par le Syndicat des Métallos (FTQ) à partir des rapports financiers de la multinationale, l'usine d'Alma dégage un bénéfice brut d'exploitation (EBITDA) de l'ordre de 24 %, un résultat fort honorable. Mais insuffisant pour le conglomérat, dont certaines autres activités sont beaucoup plus lucratives, notamment l'exploitation du minerai de fer, qui affiche des marges de 40 %. Selon le représentant syndical, Dominic Lemieux, Jacinthe Côté et Étienne Jacques, le chef des opérations de Rio Tinto Alcan Métal primaire, Amérique du Nord, se sont engagés envers le siège social à atteindre cet objectif de rentabilité. On sait aussi que, quatre ans après l'acquisition d'Alcan, RTA regrette d'avoir payé si cher.

La sous-traitance est le seul enjeu qui a justifié le lock-out. Pas celle dont a fait l'éloge Clément Gignac, qui a cité l'exemple de l'aéronautique: Héroux-Devtek, qui fabrique des trains d'atterrissage pour Bombardier. Mais plutôt ces travailleurs, embauchés par des sous-traitants, qui, au sein même de l'usine, font les mêmes tâches que les syndiqués. À la moitié du salaire. Le syndicat ne se bat même pas pour les travailleurs de l'usine actuels: la

grande majorité d'entre eux jouissent de la sécurité d'emploi. Mais pour les nouveaux venus, qui seront soumis à une forme de clause «orphelin», interdite par la loi mais rendue possible par la sous-traitance. A l'heure actuelle, un peu plus de 10 % des travailleurs de l'usine proviennent de sous-traitants: la direction de l'usine veut porter cette proportion à 27 %, selon le syndicat.

Dans un dépliant que l'entreprise a distribué dans les 100 000 foyers de la région, RTA explique qu'elle veut simplement faire ce qu'elle fait dans ses autres usines et ce qui se fait chez ses concurrents. C'est vrai, les travailleurs des autres usines de RTA, pour garder ouvertes des installations vétustes et ainsi sauver leurs emplois, ont fait des compromis. Dans les trois alumineries concurrentes, dont Alouette, les travailleurs ne sont pas syndiqués; la sous-traitance y est plus répandue. Étant donné les avantages dont jouit l'usine d'Alma, sa performance (l'usine a été inaugurée il y a dix ans) et sa rentabilité, ses travailleurs n'ont pas à renoncer à leurs salaires élevés, la région non plus, a fait valoir Dominic Lemieux. *«Ce ne sont pas des sous-traitants, ce sont des sous-traités»,* a-t-il avancé. La logique capitaliste veut plutôt qu'on presse le citron pour en extirper tout le jus.

On ne sait si c'est le point de vue de l'économiste Clément Gignac qui prévaudra au gouvernement. Mais au moins la position du ministre concorde avec les gestes posés par le gouvernement Charest. N'oublions pas que c'est ce même gouvernement qui a modifié en 2004 l'article 45 du Code du travail. Et c'est grâce à cet amendement que travailleurs syndiqués et travailleurs de sous-traitants se croisent déjà à l'usine d'Alma de RTA. Avec des quarts de travail différents pour éviter les frictions.

Le Devoir

« Lorsque nous avons conclu ces ententes, ce n'était pas dans la perspective d'une grève ou d'un lock-out »

La Commission d'enquête sur la construction

Une entrée en matière ambiguë

La Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction a fait un premier pas la semaine dernière dans l'arène publique, qui s'est révélée être un terrain cahoteux. Un lancement qui cultive le flou pour les uns et une étape de prospection qui présage une grande rigueur pour les autres.

KATHLEEN LÉVESQUE

I l n'y aura pas de lune de miel. Réclamée depuis trois ans, la commission Charbonneau a réveillé l'appétit du public en général, et des médias en particulier, pour voir des résultats concrets, croit Michel Fréchette de la firme Fréchette & Girard communication. L'impatience est généralisée et *«l'énormité des attentes»* constitue le gros problème de la commission pour ce spécialiste des communications.

«Il aurait été préférable que le premier message de la commission fût d'expliquer que les choses prendraient du temps. Il fallait casser les attentes, car le mandat est gigantesque et il est question de déboucher les problèmes des quinze dernières années», souligne Michel Fréchette.

Ce dernier rappelle à cet égard que la commission Gomery sur le scandale des commandites bénéficiait du travail pointu qu'avait réalisé, en amont, la vérificatrice générale du Canada. Le terrain était balisé alors que, pour la commission Charbonneau, beaucoup de travail d'enquête reste à faire.

Mais voilà, la juge France Charbonneau a choisi de diffuser un message Internet et d'appeler la population à collaborer en divulguant des informations sur des contrats publics soulevant des doutes. Cette allocation a créé un certain flou qui

écorche la commission, juge M. Fréchette.

«L'appel au public, tout louable qu'il soit, a laissé voir une commission qui se cherche, qui avance à tâtons. C'est une entrée en matière ratée. C'est du moins la perception générale, que ce soit à tort ou à raison. Mais en matière d'image publique, la perception, c'est la vérité», tranche-t-il.

L'éthicien Yves Boisvert, professeur à l'École nationale d'administration publique (ENAP), ne partage pas ce point de vue. S'il constate lui aussi la hâte que tout soit entendu et réglé rapidement, il voit dans la stratégie de la dénonciation de la commission Charbonneau un choix bien arrêté de travailler dans la discrétion et qui implique une notion de patience. *«Il ne faut pas faire l'erreur de croire que, parce que ça fait longtemps qu'on parle des scandales, il faut que tout se fasse rapidement et sur la place publique. Si c'était le cas, on risquerait d'avoir des résultats faibles»,* soutient M. Boisvert.

Avant l'inévitable tempête publique que déclencheront les premières séances publiques de la commission, il est fondamental, selon le professeur de l'ENAP, que la commission établisse une *«infrastructure d'enquêtes»* pour cette étape de *«prospection»*. *«La commission semble suivre le plan de match ouvert par le rapport Duchesneau, qui en appelait à la divulgation du public dans un geste citoyen. Il n'y a pas de rupture avec ce qui a été fait avant et surtout pas d'improvisation»,* soutient M. Boisvert. *«La commissaire envoie un message très fort dans le non-dit, notamment aux journalistes, qu'elle ne dirigera pas une opération de théâtre de variétés»,* ajoute le professeur de l'ENAP.

Yves Boisvert critique toutefois le cafouillage autour de la sécurité informatique du site Inter-

net de la commission et de ses adresses courriel (l'une pour les dénonciations et l'autre pour l'inscription des participants et des témoins). *«Nier le problème dès le départ a été une erreur de communication en plus d'inciter les hackers à tester le système»,* affirme le professeur, qui assure que la commission doit faire preuve de transparence sur une question aussi sensible.

Michel Fréchette abonde dans ce sens. *«Quand tu fais une sortie publique et que tu proposes d'utiliser Internet, c'est une bonne chose que tu sois sûr que ton environnement informatique est hautement sécurisé. Après tout, ton mandat l'amène à enquêter sur la mafia, qui est sur le plan technologique très avancée. C'est donc une bonne idée de ne pas donner l'impression que ta commission est vulnérable»,* rappelle le communicateur.

Le double chapeau porté par le procureur-chef, M^e Sylvain Lussier, est également une préoccupation. M^e Lussier remplit sa fonction à temps partiel puisqu'il a conservé ses mandats privés, notamment avec la Ville de Montréal (dossier d'espionnage du vérificateur général et du conseiller municipal Claude Dauphin), dont les représentants pourraient être appelés à la barre de la commission.

«Il n'y a pas matière à scandale, mais il y a une obligation pour la commission de clarifier la situation. La commission devrait exiger que Sylvain Lussier laisse tomber ses mandats et se consacre entièrement à son rôle de procureur-chef. C'est une question de crédibilité», affirme Yves Boisvert.

Pour le reste, il faudra attendre jusqu'en mai prochain pour l'ouverture des séances publiques de la commission.

Le Devoir

L'archipel du Goulag



MICHEL DAVID

L es étudiants n'ont jamais été considérés comme une clientèle naturelle pour le PLQ. Cela rend plus facile le maintien de la ligne dure sur l'augmentation des droits de scolarité. En revanche, l'appui du troisième âge a toujours été tenu largement pour acquis.

En campagne électorale, la tournée des résidences pour personnes âgées est une figure imposée pour tout chef libéral, qui y est généralement accueilli avec un enthousiasme qui contraste parfois de façon spectaculaire avec le taux de satisfaction enregistré par les sondages.

C'est le gouvernement Charest qui, le premier, a nommé une ministre responsable des Aînés à temps plein. Sous le gouvernement de Bernard Landry, le dossier relevait du ministère de la Solidarité sociale, de la Famille et de l'Enfance.

Il faut reconnaître que, sur le plan du marketing politique, la nomination de Marguerite Blais, qui occupe le poste depuis 2007, était particulièrement bien inspirée. La popularité qu'elle avait acquise durant sa longue carrière d'animatrice à la radio et à la télévision ne s'est pas démentie depuis son entrée en fonction.

Sitôt nommée, Mme Blais a tenu une vaste *«consultation sur les conditions de vie des aînés»*, coprésidée par le D^r Réjean Hébert, aujourd'hui candidat péquiste dans Saint-François. En présentant ses conclusions, elle a déclaré qu'il fallait *«mettre en haut de la liste de nos valeurs fondamentales les valeurs de respect et de dignité envers nos aînés, ces aînés qui ont bâti le Québec»*.

Si bien imaginé qu'il soit, le marketing ne peut être efficace que dans la mesure où il n'est pas systématiquement contredit par les apparences, et celles-ci ne sont pas à l'avantage du gouvernement Charest.

Lors de la campagne référendaire de 1980, le camp du Non avait fait croire aux personnes âgées qu'elles seraient privées d'oranges dans un Québec souverain. Le Canada a survécu à deux référendums, mais elles n'ont droit qu'à des tranches de pain grillées la veille dans certains centres d'hébergement et de soins de longue durée.

◆ ◆ ◆

Si choquants qu'ils puissent être, il serait certainement injuste de conclure des rapports d'inspection des CHSLD qui ont fait la manchette du *Journal de Montréal* cette semaine que les 468 établissements du réseau constituent une sorte d'archipel du Goulag où les personnes âgées vivent un enfer perpétuel. Il est bien connu que les gens heureux n'ont pas d'histoire, et les médias n'ont donc aucune raison de s'y intéresser.

Il n'en était pas moins très inquiétant de voir la ministre responsable des Aînés et sa collègue déléguée aux Services sociaux, Dominique Vien, tomber des nues en prenant connaissance de documents qui sont pourtant disponibles sur le site Internet du gouvernement. Mme Blais en a même perdu le sommeil.

Jusqu'à ce qu'elle quitte le PQ, Lisette Lapointe se levait périodiquement à l'Assemblée nationale pour dénoncer des situations plus choquantes les unes que les autres. Chaque fois, Mme Vien prenait un air chagrin, cherchant les mots qui lui permettraient d'exprimer toute sa compassion. Elle était littéralement obsédée par le bien-être des aînés.

Cette semaine encore, elle était consternée d'apprendre que les comportements *«exécrales»* rapportés par les inspecteurs de son ministère n'avaient eu aucune suite. *«Ça devrait être impeccable, point à la ligne, surtout lorsqu'on donne des soins à une clientèle aussi vulnérable»,* a-t-elle commenté.

Quand l'animateur Paul Arcand lui a demandé si elle s'était assurée qu'un suivi soit fait par les agences de santé, son silence a été éloquent. Manifestement, quelqu'un a oublié d'expliquer à Mme Vien que certaines responsabilités viennent avec la limousine.

Il a fallu que les médias s'en mêlent pour que la ministre découvre qu'une *«brigade»* de deux inspecteurs pour 468 établissements ne suffisait pas. Qui sait, elle finira peut-être par comprendre pourquoi la police ne donne pas un préavis de 24 heures avant d'effectuer une descente.

◆ ◆ ◆

Le premier réflexe du chef de la Coalition avenir Québec a été de recourir au même expédient qu'avec les enseignants jugés incompétents. Les directeurs des établissements où les conditions sont insatisfaisantes seront tout simplement congédiés.

Laissés à eux-mêmes, ses députés ont sauté sur l'occasion de faire une nouvelle démonstration de l'improvisation qui règne à la CAQ. Après avoir dénoncé la lourdeur des structures du ministère de la Santé et des Services sociaux, ils sont rapidement passés à un débat qui demeure encore ouvert sur ce qu'il conviendrait de faire des 2500 employés des agences de santé, une fois qu'un gouvernement caquiste aura aboli celles-ci.

Hier, M. Legault a senti le besoin de préciser qu'en prévision du congrès de fondation de son parti, en avril prochain, on planchait sur *«un programme complet qui abordera franchement les moyens d'améliorer la qualité de vie de nos aînés»*.

Par nature, le chef est un adepte des solutions simples: *«Des repas chauds et plus équilibrés, un coup de peinture sur des murs défraîchis, des conditions de salubrité semblables à celles que nous conservons dans nos propres résidences...»* Il suffisait d'y penser.

m david@ledevoir.com

ÉDITORIAL

8 mars

Tout brasser

Le féminisme avait bien besoin de ce grand dépoussiérage que lui font vivre les jeunes et qui lui donne une vigueur et un horizon inattendus. Mary Poppins comme héroïne féministe, Geneviève Cadieux comme inspiration, Marie King comme modèle? Pourquoi pas?

L' époque est à l'individualisme, et ce sont des individus qui inspirent plutôt que des mouvements. Et comme l'ère est aussi au grand brassage des institutions, cela donne des références hors normes. La filiation est toutefois claire: les femmes admirées aujourd'hui ont pour point commun avec les figures de proue classiques du féminisme d'avoir osé s'assumer. La victoire sur soi reste un puissant symbole pour la psyché féminine, encore marquée par le doute, les incertitudes, la faible estime personnelle. Ce n'est pas pour rien que la colère, la laideur, le pouvoir (et son acolyte «instinct de tueur!») restent des états si difficilement accessibles aux femmes. Il faut un ego bien solide pour s'en donner le droit.

Ces batailles intérieures peuvent sembler bien loin des droits qu'il faut toujours protéger. Après tout, les congédiements pour grossesse ou maternité existent encore; des menaces planent sur le droit à l'avortement; les victimes de violence conjugale sont essentiellement des femmes, souvent très jeunes; le marché du travail n'est toujours pas équitable... À quoi il faut ajouter cette terrible réalité: le simple droit de vivre n'est pas acquis sur cette planète quand on naît femme. Même nos contrées s'en ressentent, comme l'affaire Shafia nous l'a fait tristement voir, tout comme le *Journal de l'Association médicale canadienne*, qui s'en est pris aux avortements en fonction du sexe



JOSÉE BOILEAU

pratiqués au Canada, l'a démontré.

Mais ce qui est souvent compliqué, une fois les droits gagnés, c'est que le privé rejoigne le politique. Ce combat n'est toujours pas réglé. Les mesures de conciliation travail-famille sont un leurre si, au quotidien, le partage des tâches ne se fait pas dans le couple... ou avec les enfants. La sexualité sans contraintes n'est plus libre si le modèle à suivre, c'est l'ultra-sexy bimbo toujours disponible. La place des femmes au travail n'est toujours pas gagnée si les lieux de décision leur échappent parce que les *boys' clubs* sont à se reconstituer ou parce que les femmes elles-mêmes n'osent toujours pas foncer.

Il est juste de dire que la transmission de l'histoire des grandes victoires des femmes se fait mal, mais c'est vrai aussi de celles du mouvement ouvrier. On peut s'en désoler, mais ce qui compte vraiment, c'est que ces victoires oubliées aient laissé des traces: non, il n'y a plus de tavernes réservées aux hommes, les femmes peuvent être jurées et elles ont des congés de maternité... toutes choses qui n'ont été acquises que dans les années 1970!

Il reste par contre d'autres territoires à conquérir, plus intimes ceux-là, tel ce difficile rapport à un corps de plus en plus objectif et qui, pour les femmes d'aujourd'hui, est un véritable enjeu. C'est ce que les jeunes féministes tentent de nous dire en renouvelant leurs sources d'inspiration, en se jouant des clichés, ou en détournant le sens d'une robe de princesse ou des talons hauts. Il est vrai que ceux-ci entravent la course, mais ne sont-ils pas, aussi, une manière de dominer le monde?

Droit de vote

La fin et les moyens

La Charte canadienne des droits et libertés fait du droit de vote l'un des droits prééminents dans une société libre et démocratique. Il va de soi que l'exercice de ce droit doit être encouragé et n'être soumis à aucune entrave. Le Canada se fait fort d'ailleurs d'en promouvoir la reconnaissance dans des pays totalitaires ou dictatoriaux. C'est d'ailleurs au nom de la restauration de la démocratie que 157 militaires canadiens sont morts en Afghanistan.

Ce droit, dont le gouvernement conservateur de Stephen Harper se fait si spontanément le champion à l'étranger, devrait être l'objet du même respect ici même au pays. Du moins, il serait raisonnable de le croire, mais les milliers de plaintes reçues par Elections Canada d'électeurs qui à l'élection du 2 mai 2011 auraient été l'objet d'interventions de la part du Parti conservateur pour les empêcher de voter ne peuvent que susciter un profond doute à cet égard.



BERNARD DESCÔTEAUX

La preuve est bien sûr à faire de la responsabilité de la direction du Parti conservateur dans ces appels téléphoniques robotisés faits par une firme liée à cette formation et qui transmettaient de faux messages sur le déplacement des bureaux de scrutin au nom d'Elections Canada. L'enquête sera longue et difficile. Entre-temps, il y a présomption d'innocence.

Le nombre de ces plaintes, 31 000 jusqu'ici, permet d'affirmer qu'il ne s'agit pas d'incidents isolés. Les témoignages d'employés du centre d'appels mis en cause ne laissent pas de doute. Ces appels visaient à empêcher l'exercice du droit de vote et à influencer le résultat du scrutin dans les circonscriptions. Cela relève de la fraude et de l'usurpation d'identité d'agents d'Elections Canada.

Cette machination n'a pas influencé le résultat de l'élection d'un gouvernement majoritaire conservateur. Cela n'a pas empêché des candidats libéraux qui en ont été l'objet d'être élus. Là n'est pas le problème. Le problème est dans la persistance de mœurs électorales délébiles que des décennies d'efforts n'ont pas encore totalement assainies. C'est comme combattre une hydre à sept têtes. Arrive-t-on à imposer des règles strictes sur le financement des partis politiques ou sur l'identification des électeurs pour empêcher les morts de voter, que l'on trouve d'autres façons de contourner la loi et son esprit. Comme toujours, ces gens estiment que la fin, c'est-à-dire la quête du pouvoir, justifie les moyens.

Des soupçons graves pèsent sur le Parti conservateur que le premier ministre Stephen Harper ne peut décemment ignorer. Le chef du Parti libéral, Bob Rae, lui a fait une proposition honnête, qui est de remettre à Elections Canada les listes des appels faits par leurs partis. Cela faciliterait l'enquête en cours et empêcherait qu'elle s'enlise dans un débat partisan. Ce serait manifester une hauteur de vue et un respect de nos institutions démocratiques que l'on ne trouve pas toujours chez ce premier ministre, surtout depuis qu'il a obtenu ce qu'il désespérait d'avoir, soit cette majorité qui lui permet de mener le Parlement de façon autoritaire.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU

Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, PAUL CAUCHON

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



LETTRES

Rectificatif de l'UdeM

Dans une nouvelle lettre au *Devoir*, des professeurs de l'Université de Montréal contestent la gestion de leur université. Il importe de rectifier certains faits.

Premièrement, l'UdeM, en vendant le 1420, Mont-Royal, récupérera toutes les sommes qu'elle y a investies en achat et en rénovation et celles qu'elle aurait eues à dépenser en frais de location et installation pour loger les unités qui y sont depuis huit ans. Au total, il s'agit de 35 millions de dollars et non pas de 40 millions.

Deuxièmement, il n'a jamais été question pour l'UdeM de se départir du pavillon de la Faculté de musique et de la salle Claude-Champagne. Le plan directeur des espaces de l'UdeM, finalisé et approuvé par toutes les instances en 2008, envisage, comme un scénario à long terme, l'aménagement de la Faculté de musique sur le futur campus à Outremont. L'UdeM donnera par la suite une nouvelle vocation au pavillon qui abrite actuellement la Faculté de musique.

Troisièmement, le projet à Outremont vise, dans une première phase, la revitalisation d'une ancienne friche industrielle. C'est pour cette raison que les trois ordres de gouvernements investiront ensemble les 120 millions de dollars nécessaires à la

restauration du terrain (décontamination, construction de rues, d'égouts, d'aqueduc, etc.). Utiliser ces subventions pour d'autres fins que celles qui ont été convenues n'est tout simplement pas possible.

D'autre part, les investissements requis pour dessiner un nouveau quartier, y compris des rues, des parcs et des logements, ne sont pas du ressort de l'université. Bref, quand on parle des coûts du projet de l'UdeM à Outremont, il faut distinguer les sommes requises pour la restauration du site (120 millions), la construction d'un pavillon de sciences et de services (350 millions) et l'ensemble des investissements publics et privés qui pourront éventuellement y avoir été faits pendant une vingtaine d'années pour construire un nouveau quartier résidentiel et universitaire.

Sophie Langlois

Directrice principale, Bureau des communications et des relations publiques de l'Université de Montréal
Le 2 mars 2012

Lettre d'une auditrice de Chantal Jolis

Une grande muse vient de nous quitter... Il y a des lieux où l'on n'ose s'aventu-

rer, faute d'y être accompagné. Guidée par son intelligence pétillante, portée par sa voix radieuse, je me suis aventurée aux confins de l'univers musical, dans ces espaces où vibre toute la beauté de l'âme humaine, là où l'amour inonde, au-delà des mots. Largement insuffisant alors, et encore plus maintenant, j'aurais pourtant aimé lui dédier ce poème, écrit dans le désarroi du conditionnel, un certain soir de mai. Un hymne à l'amour et à la musique, à la mémoire de feu Chantal Jolis.

«Par tous les paroxysmes, par tous vos mystères et tous vos désirs, avoués et inavoués, je vous aimerais. Je saurais être, par moments, ce rocher imperturbable essuyant les ressacs de vos moindres élans, dans un tourbillon d'étoiles et de sextants. Je vous accueillerais au creux de mes bras immenses, sans jamais vous retenir un seul instant. Il me faudrait pour cela apprendre la patience, et emprisonner la joie de vous voir apparaître et disparaître. Je serais la lune, et vous un soleil, dans l'espace ahuri d'une éclipse. La musique, diluvienne, remplirait les espaces laissés épouvantablement vides par notre absence, totale, de remords. Je vous aimerais ainsi, à l'infini.»

Je ne suis pas Dieu, mais je crois que nous pouvons tous nous aimer ainsi...

Gina Bernier

Québec, le 1^{er} mars 2012

REVUE DE PRESSE

Indignation générale

Manon Cornellier

L'idée que des individus, une organisation ou un parti aient échafaudé un système pour tromper les électeurs en usurpant l'identité d'Elections Canada pour les diriger vers de faux ou de mauvais bureaux de scrutin sème l'émoi d'un bout à l'autre du pays. «La démocratie en sort perdante», titre l'*Ottawa Citizen*.

Ce qui est frappant est combien la plupart des éditorialistes et chroniqueurs attendent des explications des conservateurs, et de personne d'autre. On répète qu'il ne s'agit que d'allégations, que rien n'a été prouvé, mais... les retombées de ces appels, s'ils devaient fonctionner, devaient avantager presque toujours les conservateurs, relèvent plusieurs commentateurs.

De plus, le parti a une histoire, une façon de faire de la politique, des moyens pour mener une opération à grande échelle, soulignent Barbara Yaffe du *Vancouver Sun*, Thomas Walkom du *Toronto Star* et les équipes éditoriales du *Toronto Star*, du *Calgary Herald* et du *St. John's Telegram*. Cette dernière résume ainsi sa pensée: «Quand vous faites votre lit, vous dormez dedans. Quand vous couchez avec les chiens, vous vous réveillez avec des puces. Quand vous vous roulez dans la boue, il en reste toujours de collée.»

Enquête

Quelques commentateurs, dont Stephen Hume du *Vancouver Sun*, croient qu'il faudrait peut-être tenir une nouvelle élection si l'ampleur de cette affaire s'avère et que la légitimité du gouvernement conservateur est mise en doute. Le *National Post*, comme Tim Harper du *Toronto Star*, suggère plutôt la tenue d'une enquête publique indépendante. Selon le *Post*, il importe peu que les

appels aient eu lieu dans une ou plusieurs circonscriptions. «L'enjeu est la confiance déjà ébranlée du public dans le processus électoral et une enquête est peut-être le seul moyen de rétablir et de maintenir cette confiance.» Le *Post* comprend la résistance des conservateurs, qui ont vu l'impact de la commission Gomery sur les libéraux. «Il est difficile de poser le geste juste quand ce dernier risque de vous plonger dans le pétrin, vous ou quelques-uns de vos amis. Mais il en va de la protection de l'intégrité de la démocratie canadienne», dit le *Post*.

Selon Tim Harper, du *Toronto Star*, des gestes doivent être faits de façon urgente pour contrer le désengagement des électeurs. Il faut que les Canadiens se fâchent et agissent, dit-il. Il faut la mise en place d'une enquête indépendante et transparente pour démêler l'écheveau. Et finalement, cette façon de faire la politique, où on ne cherche qu'à détruire personnellement l'adversaire, doit cesser. Si rien de cela ne se produit, une baisse encore plus importante du taux de participation suivra, prédit-il.

Prudence

Personne n'adhère à la thèse du loup solitaire. Et rares sont les voix qui invitent à ne pas sauter trop vite aux conclusions. Andrew Coyne, de Postmedia News, se démarque à cet égard. Coyne convient qu'il y a trop d'allégations de gestes exigeant des moyens techniques importants pour parler d'une simple erreur humaine. Mais ce n'est pas parce que la majorité de ces appels frauduleux ont été dénoncés par les partis d'opposition qu'on détient la preuve que les conservateurs en sont responsables. En même temps, il trouve la distribution des appels trop aléatoire. Il y a eu des appels dans des circonscriptions où la lutte était chaude et dans d'autres où elle ne l'était pas. «Cela ne rend pas acceptable le geste, mais cela

ajoute au mystère.» Et il se demande quel parti prendrait un tel risque pour si peu de résultats. Il comprend toutefois le réflexe de soupçonner les conservateurs. «Leur faisons-nous encore confiance?», demande-t-il. Coyne ne croit pas qu'une enquête publique soit nécessaire, mais «voilà, il semble que les gens aient tellement perdu confiance dans les autres institutions qu'une enquête publique leur paraît la seule position de repli possible».

Lorrie Goldstein, du *Toronto Sun*, relève certaines allégations contre les conservateurs qui n'ont pas de sens. Il note que certains appels ont été reçus dans des circonscriptions où le Parti conservateur domine largement. D'autres ont été faits par des gens se présentant comme des partisans conservateurs. Il est donc possible qu'il y ait eu des bavures, des erreurs. Mais la multiplication des incidents, dit-il, accroît le risque pour Stephen Harper de voir les électeurs le tenir pour responsable à cause de la culture politique qu'il a imposée.

John Ibbitson, du *Globe and Mail*, note que cette méfiance a fait en sorte que les conservateurs ont complètement perdu le contrôle du message. Les annonces de la date du budget et de l'appui des provinces à l'accord de libre-échange Canada-Union européenne sont presque passées inaperçues. Les conservateurs démentent tout, mais «des appels frauduleux ont été faits par des gens qui croyaient servir les intérêts du Parti conservateur et, tant que cette contradiction ne sera pas résolue, la question va continuer de pourrir. [...] Et pour envenimer le tout, il n'y a aucune voix, sage et inspirant confiance, pour prendre fait et cause pour les conservateurs. Des ministres hyperpartisans, voilà exactement ce dont vous n'avez pas besoin à un moment comme celui-là, mais c'est à peu près tout ce qu'a ce gouvernement.»

mcornellier@ledevoir.com

Idées



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

HEC fait de la *bussiness*, vend de la formation en anglais aux Chinois, aux Coréens, à tout ce qui peut lui donner l'impression de se comporter comme une grande école américaine.

De l'anglais à HEC Montréal

Le chiard ou le *Chinese* pâté?

«Ces étudiants-là n'échappent pas complètement au français. Ils vont à la cafétéria manger du "pâté chinois" et non du "Chinese pâté". Ils sont confrontés au français, puisqu'ils baignent dans un environnement en français», a souligné Kathleen Grant, directrice des communications de HEC Montréal (Le Devoir, 22 février 2012).

ROBERT LAPLANTE

Directeur de L'Action nationale

Rien ne va plus dans les universités. On avait subi le spectacle lamentable de l'UQAM où les parvenus ont fait dérailler les projets immobiliers avant de filer à l'anglaise, peinarads. Enquête, commentaires embarrassés, morgue ministérielle et glose de recteurs. Pas de responsables. La tempête parfaite, comme le dira plus tard le portier Rousseau devant la Chambre de commerce à propos d'une autre gabegie. Le marché vous savez...

Le marché, on sait. C'est celui dans lequel se jette une élite de gestionnaires universitaires qui se donnent des airs de grands *businessmen* à brasser du PPP de Rimouski à Saint-Jérôme, à semer les pavillons un peu partout sur le territoire pour se livrer une guerre de clientèle digne des concessionnaires de McDo. Et ça valse à coups de centaines et de centaines de millions jusqu'au CHUM et au MUHC, où le corps médical s'est couché devant l'iniquité anglaise, bordé par une classe politique timorée, morte de trouille à l'idée de s'attaquer aux privilèges rhodésiens.

Le marché et ses raisons ont fait basculer les recteurs du côté des comptables, où ils tentent de nous donner du sentiment pour les finances publiques en recommandant de saigner la jeunesse pour qu'on les laisse jouer leurs joutes en entonnant les hymnes de la compétitivité. La mondialisation, vous savez... Et il faudrait verser des larmes sur les plans de carrière qui se flétrissent parce que les contribuables ne soutiennent pas suffisamment les ambitieux pour qui la province sera trop petite de vivre française et dans ses originalités. Et subir la bouillie de rhétorique qu'on nous sert pour tenter de justifier de toujours courir plus vite pour rester à la remorque de modèles en vigueur dans des sociétés capables de mobiliser infiniment plus de moyens que la nôtre. A défaut d'avoir le courage de s'inventer, mieux vaut se soumettre en plastronnant.

Il faut une lâcheté de classe mondiale. Ils savent être de leur temps et sacrifier aux fétiches de leurs idoles. Et c'est ainsi que l'on a vu la ministre de l'Éducation se faire envoyer paître par McGill, qui vend de la formation d'élite à 30 000 \$ par année et qui n'a rien à faire des simagrées domestiques. L'anglosphère s'y connaît ici en logique d'apartheid. Il faut ce qu'il faut.

À l'américaine

Et HEC ne sera pas en reste. Les voilà donc, nos grands visionnaires du management, les voilà qui se transforment en courtiers avec les deniers publics. Les voilà dans le *bilingual land*, s'arrogeant le droit de piger dans la caisse commune pour se livrer aux plus insignifiantes dérives idéologiques. HEC fait de la *bussiness*, vend de la formation en anglais aux Chinois, aux Coréens, à tout ce qui peut lui donner l'impression de se comporter comme une grande école américaine... financée par les contribuables qui ne parlent que le français. De la classe mondiale qui n'a rien à faire des provinciaux qui s'imaginent encore que l'université n'a rien d'une entreprise, qu'elle doit servir la connaissance, le bien commun et la vie collective dans l'intérêt

national qui s'y incarne et la définit!

Il faut leur couper les vivres, à ces initiatives mortifères. On ne subventionne pas les universités pour que les technocrates fassent du commerce avec nos impôts. On ne va pas hausser les droits de scolarité pour que les gestionneux créent des postes de cadre pour s'occuper de vendre le programme anglais en Indonésie! Il n'y a aucune raison pour que les contribuables québécois financent la marginalisation de leur propre langue dans les institutions qui devraient lui donner la place névralgique dans la production de la connaissance et la formation de la jeunesse.

HEC a déjà incarné une vision du monde et une conception de l'université qui faisait l'honneur et l'intelligence des Montpetit, Minville, Angers et autres qui cherchaient de la grandeur à s'assumer pour mieux participer aux courants internationaux et donner au Québec sa voix dans le monde. On comprend que, trop occupée à vendre son âme, la maison n'ait plus la moindre idée de ce qu'est une institution. Et qu'elle ne sache pas distinguer le suivisme idéologique du renoncement à soi. On comprend aussi que les «experts» apatrides ne puissent donner dans la fierté. C'en est au point que l'idée de démissionner de honte ne vient à personne.

Braderie de l'héritage

Il y a des limites à la bêtise, et l'anecdote du *Chinese* pâté que nous a servie la responsable des communications de HEC Montréal pour justifier la niaiserie de ses patrons et des béotiens qui les encouragent vient de les faire exploser. Il faut arrêter cette dérive. On s'étonne du silence des étudiants, des professeurs et des professionnels de cette *bussiness school* devant ce qui n'est rien d'autre que la trahison de la culture, la braderie de l'héritage. On le sait, on en trouvera toujours pour dire qu'ils ne vendent pas l'âme de la maison; les pragmatiques se contentent de la louer...

C'est une honte, cette affaire. Un révélateur puissant du désert culturel qui tient lieu de culture d'organisation dans des institutions où devraient pourtant régner l'esprit critique et l'ambition de s'accomplir. HEC Montréal est malade. Frappée du même mal que celui qui mine les autres universités québécoises, atteinte d'une forme virulente de sida de l'esprit: le consentement à la marchandisation sous toutes ses formes, le sacrifice de toute loyauté sur l'autel du marché. Assez, c'est assez.

Il faut en finir avec la démission morale et l'aplâtrisme de ces pseudo-décideurs qui ne décident que de s'agenouiller, un œil à New York et l'autre sur l'horaire des destinations pour le village global. Il faut sortir du déni, retrouver le sens des mots pour se donner enfin une intransigeance à la hauteur des défis qui se posent à nous. Un grand ménage s'impose, commission d'enquête ou

quelque chose du genre, conduit par des esprits cultivés et indépendants.

Les pirouettes du marketing

Les empoisonneurs qui sont en train d'enchaîner les contribuables dans des institutions qui ne serviront plus qu'à les folkloriser doivent rendre des comptes. Les faux savants de la «moyenne canadienne» qui viennent nous dire que les universités sont sous-financées et qu'il faudrait que la jeunesse paie plus cher pour que les grands administrateurs puissent continuer de singer les managers américains sont nus désormais. On ne paiera plus pour ça. S'ils n'ont ni la volonté ni le talent de construire des institutions bien enracinées dans notre milieu, fideles à ce que nous sommes et pouvons être, qu'ils cessent de nous demander de financer leur impuissance. Il nous faudra bien un jour une politique des universités digne de ce nom pour sortir de l'univers mental de l'indigence conformiste où les saboteurs d'institutions posent en grands bâtisseurs.

Le Québec, qui a encore beaucoup de chemin à faire pour atteindre le niveaux de formation que le XXI^e siècle exige, n'a plus les moyens de se payer cette engance d'incapables. Des odeurs nauséabondes émanent de ces cénacles de zélotes du tout-au-marché qui ne jurent que par les palmarès américains et les manuels de subordination pour mieux dévoyer les acquis de trois générations de lutte. Renonçant à l'originalité et à l'enracinement, ces technocrates condamnent nos universités à la médiocrité: les pirouettes de marketing ne feront qu'un temps et ne tromperont personne très longtemps. Le prêt-à-penser et l'emballage cosmétique des programmes américanisés ne berneront que les dupes et ne serviront que l'arrivisme de la piétaille. Les colporteurs de l'excellence en English ne se paieront qu'en monnaie de singe, qui n'aura cours que dans les succursales bas de gamme. Et dans une province louisianisée.

Les succédanés n'attireront jamais que ceux-là qui n'ont pas les moyens — intellectuels ou financiers — d'accéder à l'original. Il est inutile d'envoyer les sous-ministres, les recteurs et les directeurs d'école en missions exploratoires à Mumbai ou en Chine pour apprendre une telle chose. Les gestionnaires de HEC et des autres universités feraient des économies à fréquenter les marchés aux puces de banlieue, où il est facile de reconnaître le toc et le baratin des vendeurs de camelote. En troquant les cocktails dinatoires pour les bineries, tout ce beau monde découvrirait aussi la différence entre le chiard et le *Chinese* pâté.

Ce texte doit paraître dans le numéro de mars de L'Action nationale.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

L'îlot Voyageur, le défunt projet en PPP de l'UQAM.

Étudiante d'antan



DENISE BOMBARDIER

J'ai été une étudiante heureuse. Sans le sou, angoissée, mais exaltée d'apprendre, euphorique de la liberté que m'accordait ce statut et, surtout, fière d'accéder au savoir, à la connaissance et à la fréquentation des penseurs, écrivains et savants dont l'université me transmettait des bribes de leurs œuvres respectives. J'ai aimé l'esprit étudiantin de l'époque faste du Québec en dégel. Je militais bruyamment et déjà avec provocation pour ce rêve enivrant du pays à créer, rêve plus que brisé par la suite, fracassé à vrai dire.

Comme garde-robe, j'avais une paire de chausures en daim que j'adorais, une jupe de laine verte et rouge, un pull vert bouteille et un ciré noir. Je mangeais des hot-dogs à la cafétéria de l'Université de Montréal où Pierre Elliott Trudeau, prof de droit, venait s'asseoir parfois avec nous pour nous affronter. Nous étions séparatistes, il était notre ennemi intellectuel et, en nous portant la contradiction avec sa dialectique arrogante et son humour assassin, il participait à notre formation. C'était un maître au sens ancien du terme. Nous aimions le détester, mais il nous nourrissait l'esprit. La laïcisation, l'accès aux études supérieures et l'assurance maladie furent nos combats quotidiens.

Une évidence s'imposait à nous, les pauvres débarqués à l'université au milieu des petits-bourgeois de l'époque. Nous avions le sentiment d'être à la fois des imposteurs et les dépositaires du petit peuple qu'affectionnaient officiellement nos camarades d'Outremont et de Notre-Dame-de-Grâce. Je crois que le fait d'être financièrement démunis ajoutait à notre rage de réussir. C'est peu dire que les bienfaits du confort et de la sécurité matérielle nous étaient étrangers. Nos bourses servaient à payer les droits de scolarité, l'autobus, les hot-dogs et les «*hot chicken sandwiches*». Ma mère volait dans les poches de mon père des billets verts qu'elle me refilait parcimonieusement, car ce dernier considérait que les études avancées n'étaient que gaspillage pour les filles. Dieu ait son âme!

Loin de moi l'idée qu'il faut souffrir pour vivre et que les étudiants d'aujourd'hui sont tous des enfants gâtés qu'il faudrait paupériser. L'époque n'est plus la même, les besoins se sont multipliés. Dans les années 60 et début 70, rares étaient les étudiants propriétaires de voiture et, d'ailleurs, l'idée de mener parallèlement des études et un emploi n'était pas considérée comme un idéal. Je l'ai fait par obligation, mais je persiste à croire que le vrai luxe est de se consacrer entièrement à ses études. Vieille conception du statut d'étudiant qui perdure davantage en Europe qu'en Amérique, où gagner de l'argent est élevé au rang de la pédagogie. Aujourd'hui, les étudiants, à l'université ou au collège, sont des citoyens dans les institutions éducatives dont l'objectif premier est d'être un «milieu de vie».

Jadis, l'université était réservée à l'élite économique, répète-t-on comme un mantra. Pas tout à fait vrai puisque des générations de fils (surtout) et de filles de cultivateurs, de cols bleus, de la petite classe moyenne ont fait des études universitaires. Les communautés religieuses détectaient les plus doués et favorisaient la poursuite de leurs études par des bourses grâce à la générosité des riches des villages ou des paroisses urbaines. C'était la charité d'avant la justice sociale avec ses bourses et ses prêts.

Le débat sur les droits de scolarité est devenu au fil des ans un supposé enjeu social alors qu'il est, d'une certaine manière, prétexte à masquer une hypocrisie aussi souterraine que lâche. Ce que l'on appelle la démocratisation de l'éducation a transformé la conception même de l'université. De nos jours, on considère comme un droit fondamental l'accès aux études supérieures. Mais ce droit ne doit pas mener à l'irresponsabilité sociale.

Ceux qui obtiennent les résultats scolaires qui leur ouvrent les portes du haut savoir appartiennent à une élite. Celle qui demain occupera les fonctions de pouvoir dans tous les secteurs et sera rémunérée bien au-delà des revenus moyens des travailleurs. Ce «ticket d'entrée» que sont les droits de scolarité (les plus bas au Canada) est une contribution à l'effort collectif. Aucune augmentation de droits de scolarité du genre de celle envisagée, 325 \$ par an durant cinq ans, ne peut fermer les portes aux étudiants moins nantis. Affirmer le contraire relève de l'imposture.

Nous sommes ici dans la symbolique et il est désolant d'entendre les lamentations colériques des jeunes manifestants qui y cristallisent leur engagement général sur l'époque. Il est amusant aussi de constater leur susceptibilité lorsqu'on diverge d'opinion avec eux, comme si leur statut de jeunes devait les mettre à l'abri des critiques. Et cela éclaire les motivations d'une partie des profs qui les appuient. Pour ne rien dire des politiques.

Le Québec n'est pas un paradigme pour les utopies grisantes. On ne peut pas abolir les droits de scolarité, maintenir l'universalité de tous les programmes sociaux, subventionner toutes les expressions culturelles, abolir la pauvreté, neutraliser la violence humaine, imposer une égalité par le bas comme moyen de réduire l'exploitation des riches, décréter inattaquables les étudiants qui radotent en criant qu'on les vole en les délestant de 325 \$ de plus pendant que la petite classe moyenne non universitaire surtaxée s'appauvrit dans le silence et la peur d'un lendemain qui ne chantera jamais.

denbombardier@videotron.ca

L'EQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Dominique Reny (adjointe au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair-Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec)/Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Lissa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Caroline Montpetit (affaires sociales), Brian Myles (justice), Louise-Maude Bloux Soucy et Amélie Daoust-Boisvert (santé) ; **information politique** : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutrisac (correspondants parlementaires à Québec), Guillaume Bourgault-Côté et Kathleen Lévesque (reporters) ; **information culturelle** : Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Stéphane Baillargeon (médias), Frédérique Doyon et Isabelle Paré (reporters), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre) ; **information économique** : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins, Éric Desrosiers et Alexandre Shields (reporters), Gérald Dallaire (pupitre) ; **information internationale** : Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives) ; Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Émilie Folie-Boivin (pupitre) ; Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes) ; Michel Garneau (caricaturiste) ; Andréanne Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices) ; Benoît Munger, Philippe Papineau et Laurence Clavel (pupitre internet), Marie-Pier Frappier et Genevieve Tremblay (commis internet) ; Amélie Gaudreau (secrétaria à la rédaction) ; Karl Rettino-Parazzelli et Sophy Lambert-Racine (commis à la rédaction) ; **DOCUMENTATION** Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bhérier (Ottawa), Dave Noël (Québec) ; **PUBLICITÉ** Jean de Billy, Jennifer Demers, Jean-François Bossé, Marlene Côté, Stéphanie Desjêl, Amel Elimam, Véronique Langlois, Simon Lanoie, Amélie Maltais, Maria M. Motta, Claire Paquet, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sobai (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires) ; **PRODUCTION** Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaitis ; **INFORMATIQUE** Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique) ; **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE** Maxim-Olivier Leclerc (responsable par intérim service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois ; Jean-Robert Divers (responsable promotion) ; **ADMINISTRATION** Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (reponsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Véronique Pagé, Monique Proteau.

PHILOSOPHIE

LE DEVOIR DE PHILO

Pierre Bourdieu porterait un carré rouge

Le sociologue nous permet de comprendre que l'institution scolaire peut perpétuer des inégalités sociales

Deux fois par mois, *Le Devoir* lance à des passionnés de philosophie, d'histoire et d'histoire des idées le défi de décrypter une question d'actualité à partir des thèses d'un penseur marquant.

CAROLINE DAWSON
MAXIME MARCOUX-MOISAN

Professeurs de sociologie,
elle au collège Édouard-Montpetit
et lui au collège Montmorency

A lors que le gouvernement Charest refuse de revenir sur sa décision de hausser les droits de scolarité des études universitaires, des milliers d'étudiants prennent des votes de grève et se rassemblent dans la rue pour contester le bien-fondé de cette augmentation. L'opposition entre le gouvernement libéral et les étudiants du Québec ne date pas d'hier.

La question revient périodiquement depuis au moins trois décennies. Au printemps 2007, la ministre Michelle Courches-

les agents sociaux et agissant comme schèmes d'appréciation et d'évaluation des situations qui génèrent des façons de faire et des manières d'être.

Ces différentes inculcations conditionnent un rapport au monde déterminant des capacités de perception et de jugement. À partir de celui-ci, une perception des ressources et des capacités de chacun s'installe. Les étudiants définissent leur parcours scolaire selon cet *habitus* qui traduit leur position dans leur classe sociale.

Autrement dit, le niveau d'études désiré s'élabore selon une logique propre, influencée par un ensemble de facteurs que Bourdieu conceptualise sous les appellations de «*capital culturel*» (par exemple, le niveau d'étude des parents), de «*capital économique*» (le revenu

des parents, etc.) et de «*capital social*» (le réseau qui contribue à la socialisation). Les enfants seront donc socialisés se-

lon le volume et le type de capital économique, culturel et social dont disposent les parents. Ils apprendront ainsi à se percevoir aptes ou non à des études universitaires.

L'élaboration du choix du niveau d'aspiration scolaire s'expliquerait surtout par un ensemble de dispositions (attitudes, jugements, motivations) et de pratiques qui a été enraciné au sein des jeunes. Ce bagage intériorisé génère des façons de faire et d'agir qui permettent à ceux-ci d'échafauder des aspirations scolaires résultant, pour Bourdieu, de la médiation de l'*habitus*.

Les individus seraient donc largement déterminés par cet *habitus* qui guide «naturellement» et de façon inconsciente le choix du niveau d'études. Selon le sociologue, les ressources dont dispose la famille dans laquelle évolue l'étudiant font justement ressortir l'inégale répartition des jeunes à

Les enfants sont socialisés selon le type de capital économique, culturel et social des parents : ils apprendront à se percevoir aptes ou non à des études universitaires.

l'université parce qu'elles influencent leur capacité à se percevoir aptes à s'inscrire et à réussir des études universitaires ou non.

Contrairement aux théories du choix rationnel, Bourdieu refuse donc d'expliquer la décision personnelle d'aller ou non à l'université comme étant fondée sur le mérite. À ses yeux, ce choix ne dépend pas seulement du travail assidu et de l'investissement de soi. Il ne dépend pas tellement non plus de l'espoir d'atteindre un avenir lucratif.

Pour le sociologue, les aspirations vécues comme «*réalistes*» par les étudiants, surtout celles en lien avec la réussite scolaire, sont intimement liées aux ressources (capitaux) que procure la classe sociale d'appartenance.

En d'autres termes, plus on vient d'un milieu favorisé, plus les chances sont grandes que l'on fasse sien le «choix» de s'orienter vers la sphère universitaire, car cela garantira la perpétuation de notre classe sociale d'origine.

Pierre Bourdieu s'opposerait ainsi, sans aucun doute, à la vision de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, qui répète que l'existence de droits de scolarité au niveau universitaire doit être vue comme un «*investissement personnel*» dont



JACK DABAGHIAN REUTERS

«Il y a fort à parier que Pierre Bourdieu (1930-2002) se rangerait derrière les étudiants du Québec et arborerait, comme eux, un carré rouge, symbole de la mobilisation étudiante. Le sociologue français est reconnu pour ses travaux sur l'accessibilité à l'éducation supérieure, lesquels permettent d'aller, sur cette question, au-delà d'une simple guerre de chiffres.»

le bénéficiaire principal est le diplômé lui-même.

Au contraire, pour l'auteur de la théorie de l'*habitus*, les êtres humains ne sont pas de simples agents économiques rationnels déterminés par le calcul de leurs chances d'obtenir le profit escompté dans les lois du marché actuel.

Aux yeux de Bourdieu, les visions réductrices comme celle du gouvernement occul-

tent le fait crucial selon lequel la compétence économique permettant de bien évaluer les meilleures stratégies

possibles pour son avenir est très inégalement répartie dans la population et les classes sociales... «*Comme l'esprit d'entreprise, l'information économique est fonction du pouvoir sur l'économie: parce que la propension à l'acquiescer dépend des chances d'utilisation réussie et que les chances de l'acquiescer dépendent des chances de l'utiliser avec succès.*»

Des aspirations «réalistes»

De cette manière, le choix «logique» d'un étudiant issu d'un milieu plus pauvre, en matière de capital social, culturel et économique moins favorisé, est de s'auto-éliminer du parcours universitaire. C'est ce que Bourdieu appelle l'«*intériorisation des conditions objectives*».

Plus fort que n'importe quelle loi, ce phénomène fait en sorte que les individus s'en tiennent à des aspirations qui leur apparaissent comme étant «réalistes» pour leur catégorie sociale.

Ainsi, «*les étudiants sont d'autant plus modestes dans leurs ambitions scolaires et d'autant plus bornés dans leurs projets de carrière* [lorsqu'ils] *appartiennent à des catégories dont les chances scolaires sont les plus faibles*».

Selon Bourdieu, l'exclusion



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Maxime Marcoux-Moisan et Caroline Dawson. «Dans l'analyse bourdieusienne, les inégalités que perpétuent les universités commenceraient dès la prime enfance. Tout au long du processus de socialisation, par l'intermédiaire entre autres de l'éducation reçue, les enfants apprennent et maîtrisent un certain nombre de savoir-faire qui marqueront leur façon de penser et d'agir.»

individuelle du milieu universitaire dépendrait ainsi directement des conditions objectives devant lesquelles l'individu est placé pour juger des chances qu'a réellement sa classe sociale d'accéder à ce milieu: on décide de ne pas s'inscrire à l'université parce qu'on a l'impression que, de toute façon, «ce n'est pas pour nous». Les individus acceptent, voire légitiment ainsi le rapport de domination qui les place dans cette position d'infériorité.

En ce sens, augmenter les droits de scolarité constitue une façon très concrète de réduire, de manière objective, les probabilités d'accessibilité à l'éducation supérieure en décourageant toute identification avec le milieu universitaire, mi-

lieu pour lequel il faudra désormais «investir» pour y accéder.

Ce «réalisme» structure le sens de la réalité et des réalités. Il fait que, par delà le rêve, chacun tend à vivre conformément à sa condition. En maintenant sa décision de hausser les droits de scolarité, le gouvernement s'assure d'exacerber davantage l'effet dissuasif d'accéder un jour au monde universitaire.

Bourdieu s'opposerait ainsi au discours voulant que l'étudiant doive contribuer aux coûts de sa formation puisque, de toute façon, il s'approprierait, à long terme, la plus grande partie du rendement de son investissement.

Plus encore, le sociologue dirait sans doute que c'est précisément ce type de discours qui

contribue à boucher encore davantage les horizons des étudiants issus des milieux les moins favorisés et des classes les plus démunies, en présentant comme don naturel et mérité ce qui constitue dans les faits une simple sanction de l'héritage culturel et social transmis dans les classes les plus favorisées.

Faire la grève

On objectera que les études de Bourdieu ont reçu leur lot de critiques. La notion d'*habitus* a été assimilée à un déterminisme trop strict et implacable. D'autres pourraient faire remarquer que ces mêmes études datent de plus de 40 ans et qu'elles ont été effectuées dans un univers social particulier, celui de la France des années 1960. Or, dans l'Hexagone, à l'époque (comme aujourd'hui), les droits de scolarité étaient inexistants.

Dans le contexte du Québec actuel où des frais d'accès à l'université existent et sont appelés à augmenter, revenir à Bourdieu nous semble très instructif. Malgré la distance géographique et temporelle, on saisit mieux tout le poids du social dans ses plus insidieuses manifestations.

On comprend mieux aussi que les mécanismes d'élimination excluant certains élèves du système scolaire agissent encore plus puissamment lorsqu'on ajoute des obstacles dissuasifs comme des droits de scolarité élevés. D'autant plus qu'on les présente comme étant objectivement légitimes.

Il faut aussi admettre que Bourdieu incarne une antithèse de sa propre thèse. Bien qu'il n'ait pas hérité d'un important «*capital culturel*» de ses parents d'origine modeste, d'un père facteur, il est devenu l'un des plus jeunes chercheurs à accéder au Collège de France et l'un des intellectuels les plus cités au monde.

Malgré tout, il a marqué le monde de l'éducation. Encore aujourd'hui, sa théorie de la reproduction est constamment mise à l'épreuve dans le milieu de l'éducation, mais même ses plus farouches détracteurs reconnaissent l'apport de l'«*habitus*» dans l'inégalité des chances, notamment scolaires.

L'inaccessibilité aux cycles supérieurs

Malgré toutes les critiques, donc, Bourdieu nous fait comprendre que les probabilités d'accéder à l'éducation supérieure ne sont pas le simple résultat d'une sélection méritocratique parmi les plus doués. Bien au contraire, le sociologue nous dit qu'il est de notre devoir de présenter le fonctionnement actuel de l'institution scolaire tel qu'il est.

Notamment dans sa fonction de conservation sociale, ce qui la conduit à vouloir perpétuer l'inaccessibilité aux cycles supérieurs, entre autres par les droits de scolarité élevés.

Bourdieu est inspirant enfin par le fait qu'il s'est longuement battu contre toutes les formes de domination, non seulement de manière théorique, mais aussi directement dans la rue, en accompagnant des grévistes et en participant à plusieurs manifestations, notamment lors des grèves de 1995.

Nous voulons suivre ses pas afin de nous opposer à cet effet qu'a l'école de perpétuer les inégalités sociales. Celles que, précisément, par la hausse des droits de scolarité, le gouvernement Charest semble aujourd'hui légitimer.

♦ ♦ ♦

Des suggestions, des commentaires? Écrivez à Antoine Robitaille: arobitaille@ledevoir.com. Pour lire ou relire les anciens textes du *Devoir de philo* ou du *Devoir d'histoire*: ledevoir.com/societe/le-devoir-de-philo.